

Tribune Libre dans le Journal L'OPINION du 14 mars 2016

Nous ferons le nécessaire car nous n'avons plus le choix

Dans l'histoire des cycles économiques, nous sommes dans une fin de cycle long où le capitalisme s'est financiarisé avec son lot de bulles qui explosent. Les faillites se multiplient, le capital productif surtaxé s'étirole, le chômage progresse: nous sommes en crise, le déclin devient réel et ressenti durement. Nous sommes aussi à l'orée d'un nouveau cycle, dans une situation de clair-obscur d'où le meilleur comme le pire peut surgir à partir d'un nouveau cycle d'innovations - connectivité - numérique - digital - nanotechnologies... qui exige de lourds investissements capitalistiques et **une fiscalité encourageante plutôt que confiscatoire.**

Après avoir écarté pendant quatre ans les réformes structurantes que tous ses concurrents ont engagées avec succès, le gouvernement se retrouve avec un CICE coûteux, alibi technocratique à 18 milliards dont l'impact sur les marges des entreprises se limite à un demi-point pour deux attendus! Le CICE illustre le dernier avatar d'une politique économique sans cap qui va rejoindre le placard des improvisations malheureuses et du navrant « on a tout essayé ».

Et pendant ce temps, **la dette a franchi le cap symbolique des 2 100 milliards**, soit 97 % du PIB dans l'indifférence générale! Le chiffre de la dette n'a jamais inquiété nos dirigeants politiques actuels réfugiés dans leurs explications à court terme en invoquant un coût budgétaire stable. Avec 57 % du PIB, la dépense publique se stabilise à des sommets euthanasiants. Une croissance de 1,1 % est insuffisante pour inverser le mouvement tant le poids des structures est budgétivore avec en sus de nouvelles redistributions clientélistes.

La conclusion est simple et même fort optimiste: comme nous n'avons plus le choix, nous allons faire le nécessaire. Ce nécessaire doit rompre avec ce que nous connaissons depuis une vingtaine d'années: une économie administrée depuis le Conseil des ministres plus à l'écoute du consommateur électeur que de la dureté des marchés mondialisés. **C'est l'entrepreneur et le professionnel qu'il faudra remettre au cœur du dispositif économique plutôt que l'Y ou l'X de la promotion Voltaire.**

Compétitivité. Le prochain gouvernement ne pourra que reconsidérer les principaux paramètres qui fondent la compétitivité et en particulier le temps de travail: une augmentation négociée de la durée légale de travail de deux heures serait équivalente à une baisse du coût du travail de l'ordre de 3 %. La vraie question sera de demander aux Français de choisir entre se retrousser les manches ou laisser à leurs enfants le remboursement de la dette de tous les abandons.

Le plein effet d'une mesure relative au temps de travail ne peut être bénéfique à la compétitivité des entreprises que si elle est accompagnée d'une modération de l'évolution des salaires et par une flexibilité accrue de l'organisation du travail: les marges améliorées des entreprises devant servir aux investissements productifs pour moderniser ou réformer l'outil de travail. Notre capacité à créer des emplois dans le secteur marchand sera la clef du redressement et le grand défi de la prochaine mandature.

Enfin, il est urgent de redonner aux Français le goût du risque et de leur restituer les libertés que l'État providence « doux et prévoyant » leur a confisquées.

Francis Delattre, Marie-Hélène Des Esgaulx, Dominique Estrosi Sassone, Pascale Gruny, Jean-François Husson, Elisabeth Lamure, Dominique de Legge, Claude Malhuret, Albéric de Montgolfier, René-Paul Savary, sénateurs LR.